

Chiffres clés

26 %

C'est la part des étudiant-es qui estiment avoir **des fins de mois difficiles ou très difficiles**.

80 %

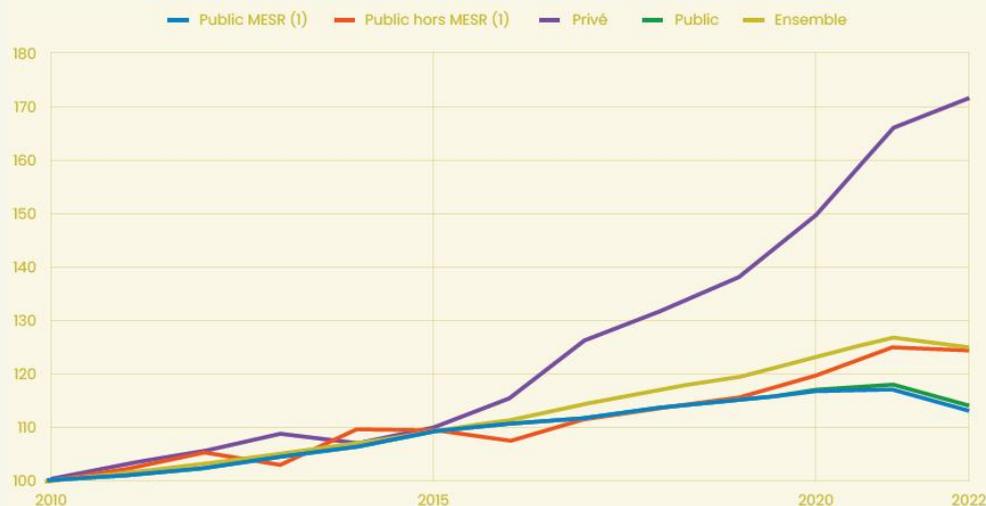
C'est le **taux de croissance du secteur privé en nombre d'étudiant-es dans l'enseignement supérieur** ces vingt dernières années (contre 20% pour le secteur public).

25 milliards €

C'est le montant de la **dépense publique pour l'apprentissage** (aides aux entreprises), alors que le montant du financement de toutes les universités (recherche comprise) est seulement de 17 milliards d'euros.

Alors que l'enseignement supérieur public pourrait participer à la résolution des grandes crises et à la construction d'un progrès partagé, l'action publique tend à se concentrer uniquement sur l'insertion professionnelle et le secteur privé au détriment de la diversité et de la qualité des formations.

Depuis 20 ans, la politique de l'enseignement supérieur s'est concentrée sur un unique objectif : **augmenter le taux d'insertion professionnelle à coût constant**. Deux moyens ont été employés : d'abord une réforme continue et intensive du secteur public adossée à un **sous-investissement chronique**, et ensuite depuis 2019 une **dérégulation accompagnée d'un financement sans cahier des charges ni contrôle du secteur privé**. Il en résulte une croissance de 80% de ce secteur (*voir graphique ci-dessous*), au prix notamment de 25 milliards d'euros annuel de financement de l'apprentissage. Malheureusement, **aucun effet sur l'emploi des jeunes n'est perceptible**.



Évolution du nombre d'étudiant-es dans les secteurs privé et public depuis 2010, base 100 en 2010 | Source : Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse (2023).

Cette politique a conduit à une **dévalorisation de la place des étudiant-es** dans la société, qui sont de plus en plus nombreux-ses à rencontrer de graves difficultés. Elle a également conduit à une **dévalorisation de l'Université**, qui accuse une baisse de 17 % de ses taux d'encadrement pédagogiques depuis 2010. Aujourd'hui, le rôle historique de l'enseignement supérieur, qui était de former gratuitement la plus grande part possible de la population, est caduque, et doit être **refondé par un débat public devenu urgent**.